



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny le Temple, le 05/07/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Partie nominative

A2C GRANULATS

77480 GRISY SUR SEINE

Affaire suivie par : CHAMBOREDON Nadine

Téléphone : 01 64 10 53 67

Courriel : nadine.chamboredon@developpement-durable.gouv.fr

Références : E/221389

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 29/06/2022 de l'établissement A2C GRANULAT implanté à GRISY SUR SEINE et JAULNES. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- CHAMBOREDON Nadine, Unité départementale de Seine-et-Marne, Pôle Carrières Matériaux et Explosifs Est, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Gwénèlle CARON, A2C Granulats, Chargée de mission foncier et environnement,
- Thomas WEINBRECK, A2C Granulats, Responsable foncier environnement,
- Bruno LEHURON, A2C Granulats, responsable d'exploitation des carrières de matériaux alluvionnaires.

Le courriel d'échange avec l'administration est adresse : t.weinbreck@a2c-materiaux.com

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement
CHAMBOREDON Nadine

Vérificateur, Approbateur

L'adjointe à la cheffe de l'unité
départementale de Seine-et-Marne
LOISELEUR Kim

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 29/06/2022 de l'établissement A2C GRANULAT implanté(77218002)77480 GRISY SUR SEINE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Prescriptions relatives à la préservation du domaine public fluvial - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007 article : III-12-2 - délai : 6 mois à compter de la date de la lettre de suite.
- nom : Distances limites et zones de protection - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007 article : III-19 - délai : 6 mois à compter de la date de la lettre de suite.
- nom : Limitation d'accès - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007 article : III-18 - délai : 6 mois à compter de la date de la lettre de suite.



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple le 05/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



A2C GRANULAT

carrière n°77218002
77480 GRISY SUR SEINE

Références : E/221389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement A2C GRANULAT implanté 77218002 77480 GRISY SUR SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A2C GRANULAT
- 77218002 77480 GRISY SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0006506569
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Sablières de Saint Sauveur les Bray devenue A2C granulats exploite des carrières de sables et graviers depuis les années 1970 dans ce secteur de la Bassée. Cette carrière, autorisée en 1997 puis renouvelée et étendue par l'arrêté préfectoral n° 07/DAIDD/M/009 du 30 mars 2007, alimente l'installation de traitement de Villenaux-la-Petite. Sa remise en état prévoit la jonction avec des plans d'eau existants résultant d'exploitations précédentes. La carrière était à l'arrêt le jour de l'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le plan de gestion des déchets inertes de l'industrie extractives,
- La sécurité du public, les accès au site,
- La prévention des pollutions accidentelles,
- Le plan de situation,
- Les garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prescriptions relatives à la préservation du domaine public fluvial	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-12-2	/	Lettre de suite préfectorale
Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-19	/	Lettre de suite préfectorale
Limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-18	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
Installation de gestion de déchets de catégorie A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	/	Sans objet
Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	/	Sans objet
PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.1. I.	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-2	/	Sans objet
Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-8	/	Sans objet
Préservation du champs d'inondation	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-11-1	/	Sans objet
Rabattement de la nappe	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-12-1	/	Sans objet
Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-16	/	Sans objet
Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-17	/	Sans objet
Plans	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-20	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV-3-1	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article V-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un grand nombre des prescriptions examinées sont respectées.

Les remarques concernant le recul de l'extraction en fonction de la dimension des cours d'eau n'a pas de conséquence actuellement car les secteurs concernés n'ont pas été exploités.

La problématique de l'accès aux parcelles enclavées doit être traitée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP

Prescription contrôlée :

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :

- aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.

On entend par zone de stockage :

- lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ;

ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.

Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté. L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines. Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Constats :

Pas de zone de stockage de déchets de l'industrie extractive relevant de la rubrique 2720.

Les zones de stockage de déchets inertes de l'industrie extractives sont constituées de merlons de terres végétales.

Ils sont présents sur site depuis plus de trois ans et seront utilisés pour la remise en état.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installation de gestion de déchets de catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de risque de perte d'intégrité des merlons de terres végétales présents depuis plus de 3 ans sur ce site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Ces prescriptions sont respectées. Les caractéristiques des matériaux constituant les zones de stockages de plus de 3 ans sont connues; les quantités sont suivies. Les merlons figurent sur le plan de situation annuelle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées .
Constats : Le PGD (plan de gestion des déchets) est complet et cohérent avec les constats sur le terrain. Les matériaux sont utilisés pour la remise en état du site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.1. I.
Thème(s) : Risques accidentels, ravitaillement et entretien des engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés hors carrière à la ferme d'Isle située à proximité, sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les engins de chantiers rejoignent ce site chaque soir. L'exploitant déclare que le plein du réservoir de l'engin d'extraction est réalisé à l'aide d'une cuve mobile installée dans un véhicule avec un dispositif permettant de recueillir les éventuelles égouttures (non vu le jour de l'inspection, carrière à l'arrêt, pas d'engin présent sur site)
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-2
Thème(s) : Autre, respect du perimtre autorisé
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : 1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, y compris les parcelles enclavées, 2° des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille, 3° canalisation de gaz + servitude de celle-ci. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : La carrière comporte 4 zones. La zone 1 à fait l'objet d'un récolement. La zone 2 est en cours d'exploitation. L'exploitant a transmis à l'inspection les plans de bornage des zones 1 et 2. Il transmettra les plans de bornage des zones 3 et 4 avant tout travaux dans ces secteurs.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-8
Thème(s) : Autre, archéologie préventive
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de l'autorisation prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique. En particulier les emprises où les travaux préparatoires à l'extraction en particulier les décapages superficiels n'ont pas encore été réalisés et font l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale. En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention ¹⁸ archéologique. Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.
Constats : Des fouilles archéologiques ont été prescrites par le service régional en charge de l'archéologie préventive . Elles concernent les prochaines phases de la zone 2. L'exploitant n'a pas encore décidé s'il finance ces fouilles ou renonce à exploiter les terrains concernés.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Préservation du champs d'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-11-1
Thème(s) : Autre, Champs d'inondation
Prescription contrôlée : ...Les clôtures devront être exclusivement constituées de grillage à larges mailles (10 x 10 cm) avec poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation. Les abords des clôtures devront être régulièrement entretenus...
Constats : Les clôtures sont en grillage 10X10.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prescriptions relatives à la préservation du domaine public fluvial

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-12-2
Thème(s) : Autre, préservation du domaine public fluvial
Prescription contrôlée : Les extractions devront être conduites de manière à maintenir entre la crête de berge de l'exploitation et la limite du domaine public fluvial (DPF) correspondant à la crête du talus de la Seine et du bras mort, une bande de terrain dont la largeur ne sera en aucun cas inférieure à 50 m (arrêté du 22 septembre 1994 modifié par l'arrêté du .24 janvier 2001)....
Constats : Cette disposition s'applique en limite Sud de la zone 3 qui n'est pas encore en exploitation. Sur plan parcellaire et topographique de mars 2007, Le recul ponctuel de 50 m du périmètre d'extraction au regard de la parcelle n° 12 ne prend pas en compte le bras mort. L'exploitant doit justifier qu'il a pris en compte cette disposition pour l'exploitation de toute la zone 3, pour le bras mort et la Seine, rectifier si nécessaire le périmètre exploitable et fournir un nouveau plan.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-19
Thème(s) : Autre, Distances limites et zones de protection
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, ainsi que des parcelles enclavées et leur chemin d'accès. De plus, l'excavation à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur d'un cours d'eau d'au moins 7,50 m de largeur est de 50 mètres. Pour les autres cours d'eau, la distance minimale est de 10 mètres. La carrière est traversée par une canalisation de transport de gaz et une ligne électrique Haute Tension de 400 000 volts. Enfin, sous réserve des dispositions du III-15-3 la bande de 10 m en limite Nord de la parcelle ZB34 en zone 2 pourra faire l'objet de travaux de modelage.
Constats : L'exploitant doit vérifier que l'exploitation restera à plus de 50 m des cours d'eau de plus de 7,5 m de large au Sud et au Nord de la zone 3, au Nord /Ouest de la zone 4 et transmettre de nouveaux plans à l'inspection. Il convient de garder en mémoire l'existence de la conduite de gaz entre les zones 2 et 4 et à l'intérieur de la Zone 4.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rabattement de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-12-1
Thème(s) : Autre, Rabattement de la nappe
Prescription contrôlée : Afin d'optimiser l'exploitation du gisement et de préserver la qualité des terres de découverte dont le réemploi est prévu pour la remise en état du site décrite à l'article II-15 du présent arrêté, le pompage de la nappe phréatique est autorisé (pour certaines phases d'exploitation). Il est strictement limité aux opérations de décapage, aux éventuelles fouilles archéologiques prescrites selon l'article TI-8, ainsi que pour des interventions ponctuelles de remise en état de préférence de septembre à novembre. En cas de recours au rabattement partiel de la nappe, préférentiellement en période d'étiage, le pompage est réalisé au moyen d'une pompe électrique par casier. Le débit maximum est de 1000 m³/h. Les eaux sont déversées dans un casier de décantation réalisé à l'intérieur du périmètre délimité à l'article L.3.1 sans surverse vers la Seine. Une échelle limnimétrique est implantée dans le casier en rabattement. La pompe est équipée d'un dispositif de mesure totalisateur. L'exploitant procède à son relevé hebdomadaire. Ces résultats sont consignés sur un registre, qui peut être informatisé, tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des agents chargés de la police de l'eau. Le pompage ne peut avoir lieu qu'aux jours et horaires d'activités précisés à l'article. L'exploitant procédera aux mesures compensatoires décrites pages 155 et 156 et figures 69 à 73 de l'étude d'impact : réalisation de fossé de recharge ceinturant les zones les plus sensibles alimenté après décantation par les eaux d'exhaure, et relevé mensuel des niveaux piézométriques de la nappe souterraine.
Constats : Pas de rabattement en cours.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-16
Thème(s) : Autre, apports extérieurs interdits
Prescription contrôlée : Les apports de matériaux extérieurs sont interdits.
Constats : Cette carrière ne reçoit pas de matériau extérieur.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-17
Thème(s) : Autre, biodiversité
Prescription contrôlée : Les mesures compensatoires proposées par l'étude d'impact hors du périmètre de la carrière seront mises en œuvre pendant la-validité du-présent arrêté: - Création d'une plate-forme à Balbuzard pêcheur au lieu-dit "Bois des Six Arpents" à l'intérieur de la réserve naturelle, sous réserve de l'accord du gestionnaire de la réserve et du propriétaire des terrains. - Suivi écologique des sites d'intérêt floristiques et faunistiques aux abords des zones de carrières dans les conditions précisées page 162 de l'étude d'impact (cf. figure 74 de l'étude d'impact)
Constats : La plate forme à Balbuzard pêcheur n'est pas encore en place. L'exploitant le fera en 2023. Le suivi écologique 2020 est réalisé, le rapport sera transmis à l'inspection cet été.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-18
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité (ef. article I-5)), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, les casiers, les pistes, les éventuels re COR VO y Curs- s'ils ne sont pas intégralement capotés- T os Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel. Un accès permanent et sécurisé est maintenu pour les parcelles enclavées dans l'emprise du site mais exclues du périmètre autorisé.
Constats : La carrière est clôturée. L'exploitant doit démontrer qu'un accès permanent et sécurisé est maintenu pour les parcelles enclavées dans l'emprise du site mais exclues du périmètre autorisé.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III-20
Thème(s) : Autre, Suivi annuel
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.. Sur ce plan sont reportés :- échelle,- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les zones en cours d'exploitation,- les zones déjà exploitées non remises en état,- les zones rentises en état,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),- les éventuels convoyeurs, les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,- les piézomètres, 92 la position des éléments visés à l'article IH-19 et leurs éventuelles servitudes, les bornes mentionnées à l'article 1-2, les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1, Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente....). Il est joint un relevé établi par un géomètre "mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.
Constats : Le plan est conforme.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier : 1— L'entretien des engins sera systématiquement réalisé à l'atelier. Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, 1 est réalisé autant d'aires étanches que nécessaire. 24 H — La cuve de fuel mobile dispose d'une rétention étanche et est ramenée chaque soir à l'atelier. Le stockage d'hydrocarbure est situé à la Ferme d'Isie. Tout stockage d'un liquide susceptible de cr
Constats : L'exploitant expose que le plein et l'entretien des engins se font à la ferme d'Ile dans les conditions décrites par l'arrêté préfectoral. Le plein de l'engin d'extraction est réalisé sur site avec une cuve mobile fixée dans un véhicule qui ne reste pas sur place une fois le plein réalisé.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article V-1
Thème(s) : Autre, vérification des paramètres S1 S2 et Linancières pour la période en cours
Prescription contrôlée : paramètres S1 S2 et L, pour la période : 15 - 20 ans: S1=3,5ha, S2= 11ha, L= 2 000m
Constats : Les valeurs maximales de S1, S2 et L pour la période en cours sont respectées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet